

La Russie, un territoire de migration en transformation

Alain Blum

► **To cite this version:**

Alain Blum. La Russie, un territoire de migration en transformation. Arnaud Dubien. Russie 2014. Regards de l'Observatoire franco-russe, Cherche-midi, pp.198-208, 2014. <hal-01390321>

HAL Id: hal-01390321

<https://hal-auf.archives-ouvertes.fr/hal-01390321>

Submitted on 1 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA RUSSIE, UN TERRITOIRE DE MIGRATION EN TRANSFORMATION¹

198

POLITIQUE INTÉRIEURE & SOCIÉTÉ

Depuis plusieurs mois, l'immigration est au cœur du débat politique en Russie. Les violents incidents qui se sont déroulés à Biriouliovo, un quartier de la banlieue de Moscou, en témoignent. Survenus les 12 et 13 octobre 2013, ils faisaient suite à l'assassinat d'un jeune de ces cités, imputé à un immigré originaire du Caucase. Les partis nationalistes extrémistes s'en étaient saisis. Les manifestants s'en sont pris durement aux immigrés ou aux originaires du Caucase, accusant par ailleurs les autorités de ne pas contrôler les flux migratoires. Début décembre, des incidents analogues survenaient dans la ville d'Arzamas, après une bagarre entre jeunes Russes, dont un fut tué, et jeunes Arméniens.

Par Alain Blum, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED), actuellement détaché au Centre franco-russe de recherche en sciences humaines et sociales de Moscou, membre du Conseil scientifique de l'Observatoire franco-russe.

1. Ce texte reprend pour partie l'article de l'auteur, « La Russie, grand pays d'immigration – un scénario démographique probable », *Revue internationale et stratégique*, n° 92, 2013.

Ces incidents reflètent une atmosphère générale d'hostilité envers non seulement des migrants venus d'Asie centrale, mais aussi la population originaire du Caucase du Nord. Cette hostilité, qui conduit régulièrement à des heurts, n'est pas pour autant vraiment condamnée par les autorités, qui usent d'un langage ambigu. Ainsi, après l'affaire de Biriouliovo, le maire de Moscou avait engagé des opérations de contrôle de clandestins sur certains marchés, censées montrer la préoccupation des autorités vis-à-vis des migrations illégales, tout en dénonçant ces violences. Par ailleurs, en réponse à « l'exigence principale des habitants [lors d'une réunion publique] de nettoyer Arzamas des migrants se comportant de façon provocatrice, le maire de la ville indiqua qu'après des accords avec les représentants de la diaspora arménienne, quinze familles avaient quitté la ville. Toutes les entreprises appartenant à des gens du Sud avaient été fermées et deux cafés vendus à des entrepreneurs russes² ».

Vladimir Poutine lui-même tient un double discours. S'il condamne les nationalistes extrémistes, il insiste beaucoup sur l'existence d'une partie de la population étrangère mal éduquée, ou encore de « mafias ethniques ». Dans son Adresse annuelle à l'Assemblée fédérale, le 12 décembre 2013, il indiquait que « les relations interethniques constituent un thème important, qui exige un débat ouvert dans la société. [...] Ce ne sont pas les représentants de certains peuples qui les [les difficultés] provoquent, mais des gens sans éducation, n'ayant pas le respect des traditions, aussi bien des leurs que de celles des autres ». C'est une forme d'« Internationale de l'immoralité », qui comprend des individus sans racines, des provocateurs originaires de certaines régions du Sud de la Russie, des représentants de la loi corrompus qui constituent une forme de « bouclier » pour les mafias ethniques, ainsi que les prétendus « nationalistes russes » et divers séparatistes « prêts à faire de toute tragédie un prétexte au vandalisme et aux désordres sanglants³ »...

Le très officiel Service fédéral des migrations⁴ développe, de son côté, un discours bien différent, même si, par un exercice d'équilibrisme, il cherche à ne pas déclencher trop de polémiques : la doctrine publiée au nom du président de la Fédération de Russie⁵ met l'accent sur l'importance de la migration comme

2. *Rossiiskaïa gazeta*, <http://www.rg.ru/2013/12/14/reg-pfo/shod.html>

3. <http://kremlin.ru/news/19825>

4. www.fms.gov.ru

5. 2015, http://www.fms.gov.ru/upload/iblock/c04/konc_2025.pdf

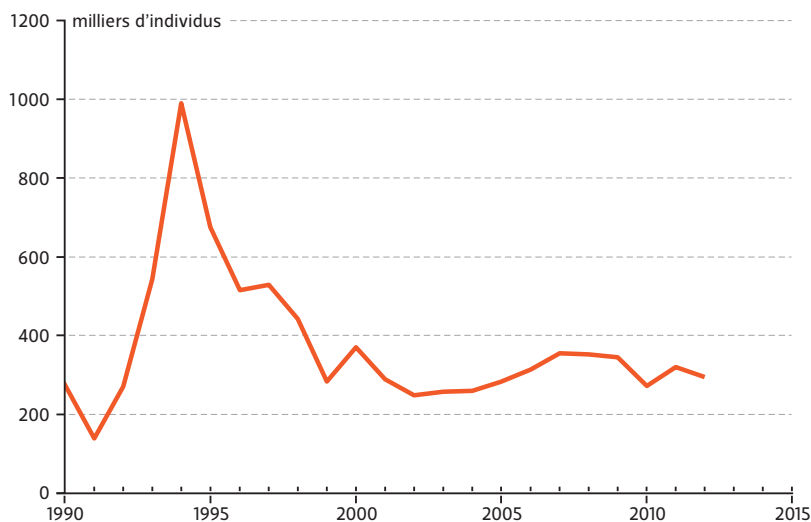
facteur de croissance de la population. S'y ajoutent, parmi les premiers objectifs de la politique migratoire, « la stabilisation et l'augmentation de la population résidente de la Fédération ». Des objectifs toutefois assortis de réserves, puisque ce document prône une immigration sélective, qui privilégie avant tout « la création des conditions et incitations de réinstallation à titre permanent en Fédération de Russie des compatriotes vivant à l'étranger ». Pour mieux marquer ce caractère sélectif, l'immigration souhaitée, qui ne concerne pas les « compatriotes », doit être constituée d'une main-d'œuvre qualifiée. Il est ainsi suggéré de faciliter la naturalisation des entrepreneurs, investisseurs et travailleurs qualifiés. Cette solution prudente affiche, d'un côté, l'importance de la migration et, de l'autre, elle la restreint à des populations qui, à l'évidence, seront peu nombreuses. C'est aussi l'expression d'une solution qui n'a guère de portée en termes de population et qui masque, de fait, un besoin croissant de main-d'œuvre non qualifiée, en provenance d'Asie centrale et de Chine.

Au-delà de ces polémiques publiques, alimentées par les positions extrémistes, de très nombreux travaux de grande qualité sont aujourd'hui consacrés aux migrations, travaux qui permettent, malgré tout, de replacer ces questions dans un cadre beaucoup moins caricatural et provocateur. En témoigne la publication, par le Conseil russe aux affaires internationales⁶, d'un recueil, en six volumes, d'articles scientifiques consacrés aux migrations internationales en Russie ces dernières années, ainsi qu'un septième tome, en anglais, proposant un ensemble de contributions qui donnent un panorama extrêmement riche et précis de ces questions⁷. Loin de développer des positions polémiques, l'ouvrage rassemble les travaux des meilleurs spécialistes de la question en Russie, travaux qui offrent une analyse très approfondie du problème. Or, le Service fédéral des migrations est partenaire de cette initiative. Il est vrai que ce dernier ouvrage s'ouvre sur le fameux article de Vladimir Poutine consacré à la question nationale, mais il s'agit de la seule contribution politique de l'ouvrage.

6. Russian International Affairs Council, <http://russiancouncil.ru/en/>

7. Igor Ivanov (ed.), *Migration in Russia, 2000-2013*, RIAC, Moscow, Spetskniga, 2013.

FIGURE 1. ESTIMATION DU SOLDE MIGRATOIRE (EN MILLIERS),
PAR DIFFÉRENCE ENTRE CROISSANCE DE LA POPULATION ET CROISSANCE NATURELLE
(FÉDÉRATION DE RUSSIE, 1990-2012)

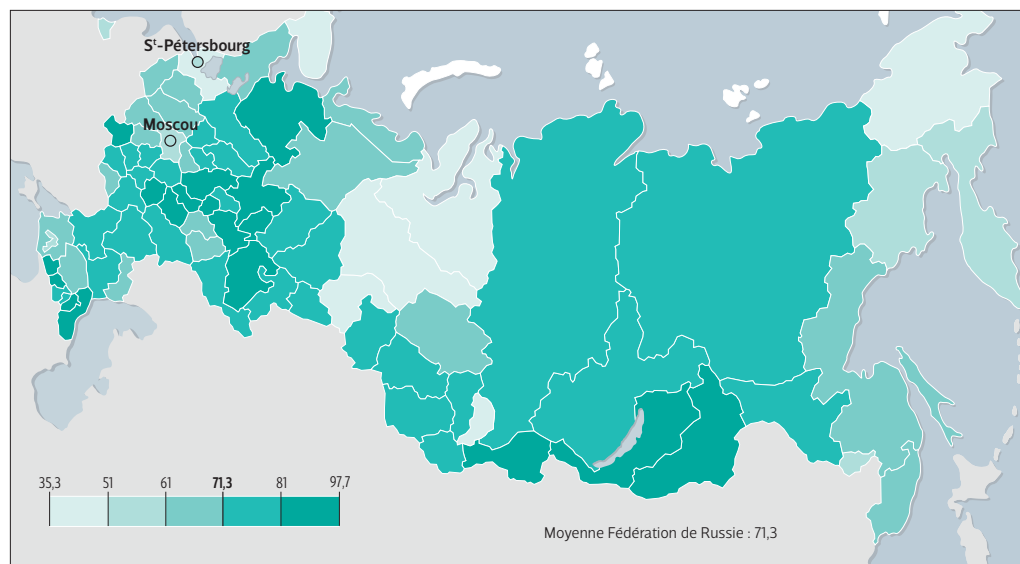


Source : Rosstat⁸.

Études et polémiques se développent donc sur fond de tendances migratoires complexes, que synthétise la courbe de la migration nette en Fédération de Russie, c'est-à-dire la différence entre nombre d'immigrants et nombre d'émigrants (*figure 1*). Entendons par immigrants des personnes qui s'installent durablement en Russie, et par émigrants, des personnes quittant la Russie pour résider à l'étranger. Cette courbe est difficile à analyser, tant elle dépend des mesures du nombre de migrants. Zhanna Zaionchkovskaya rappelle que les données sont devenues particulièrement peu fiables en 2002, après la promulgation de la loi sur le statut légal des citoyens étrangers qui a partiellement détruit le système antérieur de mesure de la migration. Cependant, à partir de 2004, les statistiques regagnent en qualité, même si certaines ruptures brutales des courbes tiennent aux changements subis, en 2007 et 2010, par la définition des

8. Calculé par différence entre l'accroissement total et l'accroissement naturel de la population – après calcul rétrospectif de la population effectué par Rosstat, consécutivement au recensement de 2012.

CARTE 1. POURCENTAGE DE RÉSIDENTS D'UNE RÉGION NÉS DANS CETTE RÉGION, EN 2010



Source : Rosstat

« migrants ». Ainsi, la statistique inclut, depuis 2011, les migrants ayant obtenu un permis de résidence temporaire ou permanent d'au moins neuf mois⁹.

Par ailleurs, comme dans de nombreux pays, les statistiques évoquant le nombre d'immigrants présents sur le territoire de la Fédération de Russie se réfèrent à de multiples réalités : tantôt elles mesurent le nombre de personnes nées à l'étranger et résidant de façon permanente sur le territoire, tantôt celui des étrangers disposant d'un titre de séjour, provisoire ou permanent, tantôt il s'agit d'estimations fondées sur les flux d'entrées et de sorties d'étrangers. Pour ne rien dire des évaluations, souvent très fantaisistes, du nombre d'immigrés clandestins, serpent de mer de la statistique migratoire, puisque, par essence, on ne peut pas le connaître.

Durant une décennie, l'afflux massif de migrants en provenance des anciennes Républiques soviétiques a atténué la baisse de la population. Il s'agissait essentiellement d'une migration interprétée comme « migration de retour » ou de rapatriement – on parla de « pieds-rouges », par analogie aux « pieds-noirs » –, puisque ces immigrants étaient surtout des « Russes » résidant hors

⁹. Il s'agit d'une estimation des flux migratoires, obtenue à partir de l'enregistrement des entrées et sorties, corrigées d'après les estimations de la population aux divers recensements (2002 et 2010).

de la Fédération de Russie, « Russes » au sens soviétique du terme (« ethnicité » indiquée sur leur passeport, par exemple, et désignée, en URSS, par le terme « nationalité »). Ces personnes quittèrent alors les territoires d'Asie centrale ou du Caucase et, dans une moindre mesure, des États baltes ou de l'Ukraine.

Le solde migratoire, près d'1 million de migrants en 1994, a dépassé en valeur absolue le solde naturel négatif. Cependant, une fois rentré le gros des « rapatriés » potentiels, la migration redevint très faible, et l'appel public au retour des « compatriotes », marqué par un certain nombre de promesses souvent déçues sur les qualités de l'accueil, n'eut guère d'effets. On vit alors l'ébauche, affermie aujourd'hui, d'une transformation profonde des flux d'immigration.

L'immigration est désormais différente de celle qui a caractérisé les années 1990, tout en compensant, depuis 2009, le solde naturel négatif. Il ne s'agit plus tant de populations venant s'installer définitivement et interprétant leur immigration comme un retour vers la métropole d'un ancien empire colonial, mais bien d'une immigration de nature postcoloniale : des travailleurs arrivent dans la perspective de regagner leur pays d'origine après avoir occupé des emplois souvent non qualifiés en Russie. Ces nouveaux immigrants sont originaires d'Asie centrale et, dans une moindre mesure, du Caucase du Sud. Ils travaillent dans les services d'entretien municipaux, sur les chantiers de construction ou d'exploitation des richesses naturelles. On trouve aussi des Vietnamiens et des Chinois, mais en nombre moindre.

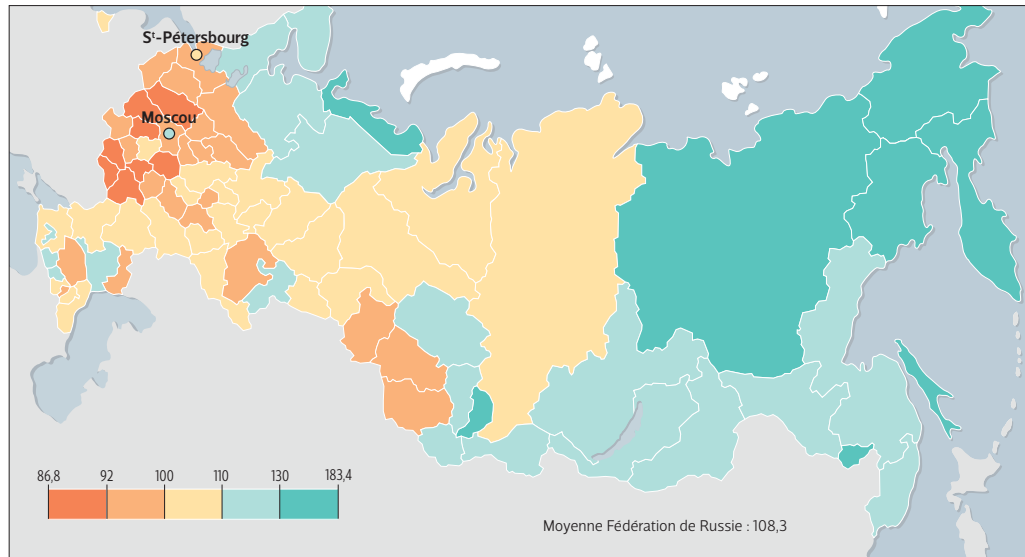
Les conditions démographiques suggèrent que ces transformations ne pourront que s'accroître dans les prochaines années.

LA TRANSFORMATION INÉLUCTABLE DES FLUX MIGRATOIRES

Un espace intérieur éclaté

La Russie européenne réunit plus des deux tiers de la population sur moins d'un quart du territoire, alors que la Sibérie et l'Extrême-Orient concentrent la plus grande part des très nombreuses richesses naturelles constituant le support majeur d'une économie qui est, pour partie, une économie de rente. De tout temps, l'État s'est préoccupé de ce déséquilibre – au XX^e siècle, par exemple, avec les politiques de migrations forcées durant le stalinisme, Goulag et déportations massives de populations entières étant largement orientées vers les territoires

CARTE 2. VARIATION DE L'ENRACINEMENT
(RÉSIDENTS D'UNE RÉGION NÉS DANS CETTE RÉGION) ENTRE 1989 ET 2010



204

POLITIQUE INTÉRIEURE & SOCIÉTÉ

Lecture : Variation de la proportion de personnes nées sur place. Base 100 en 1989. Ex. : pour un indicateur de 150, la proportion de personnes nées sur place en 2010 est 1,5 fois plus importante qu'en 1989.

sibériens¹⁰. Durant les années qui suivirent la mort de Staline, ces politiques extrêmement violentes furent remplacées par des politiques financières incitatives, ainsi que des tentatives de mobilisation, en particulier des membres des Jeunesses communistes, pour aller travailler, avec enthousiasme, sur ces chantiers. Longtemps, la Sibérie fut donc peuplée, notamment, par des gens originaires de la partie occidentale de la Russie, et plus généralement de l'URSS, en quête d'un complément de revenu appréciable. Après la chute de l'URSS et le développement d'une économie libérale, associée à une forte croissance économique, les nombreuses opportunités de travail en Russie européenne et les conditions de vie difficiles sur les chantiers sibériens entraînèrent un fort retrait des populations de Russie ou d'Ukraine vers l'ouest. Un besoin de main-d'œuvre se fit alors sentir, qui conduisit à remplacer cette population par une population immigrée,

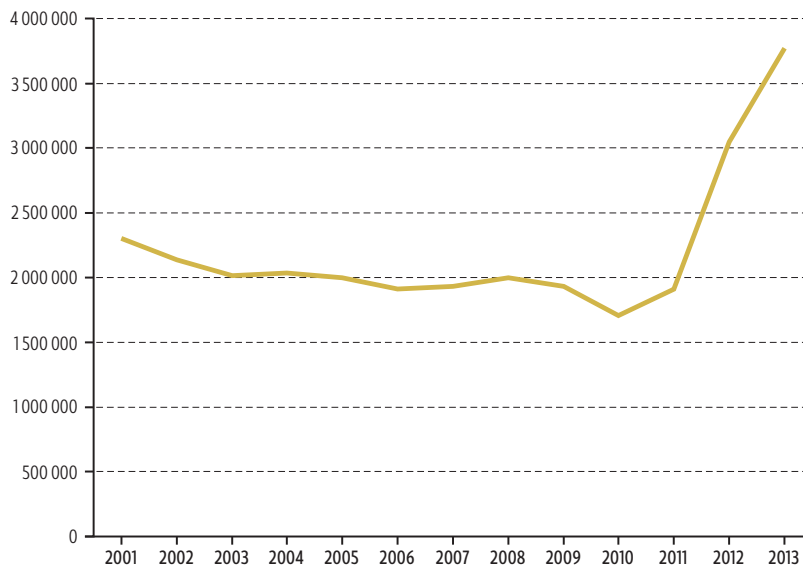
10. Alain Blum, Marta Craveri et Valérie Nivelon, *Déportés en URSS. Récits d'Européens au Goulag*, Paris, Autrement, 2012, ainsi que : *Archives sonores – récits d'Européens au Goulag*, <http://museum.gulagmemories.eu>

provenant en particulier d'Ouzbékistan, du Tadjikistan ou, dans une moindre mesure, de Chine et du Vietnam.

La Sibérie est ainsi, désormais, fortement isolée du reste de la Russie. En quelques années, les flux d'allers et retours entre ouest et est se sont taris, flux qui maintenaient un lien fort entre ces deux parties du pays. Dans les régions sibériennes et extrême-orientales de Russie, la proportion de personnes nées sur place s'est considérablement accrue (*cartes 1 et 2*). Si, en 1989, environ 28 % et 38 % respectivement des habitants de la région de Magadan et du Kamchatka étaient nés dans leur région de résidence, ils sont aujourd'hui plus de la moitié dans ce cas.

De façon générale, dans de nombreuses régions, y compris dans la ville de Moscou, la proportion de résidents nés dans la même région a augmenté. Après la forte période de mobilité au sein de la Fédération de Russie, qui a suivi 1991 et été particulièrement marquée entre 1991 et 2002, les flux ont constamment faibli durant les premières années du XXI^e siècle (*figure 2*). La Russie offre désormais un nouveau paysage migratoire.

FIGURE 2. NOMBRE DE CHANGEMENTS DE RÉSIDENCE ENREGISTRÉS À L'INTÉRIEUR DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE



Source : Rosstat

N. B. : La forte augmentation, à partir de 2011, tient à une nouvelle définition du changement de résidence.

Ces changements se sont accompagnés d'une transformation profonde des configurations régionales. Les régions orientales n'attirent plus. On constate deux fois plus de départs d'Extrême-Orient que d'arrivées dans la région (*tableau 1*). La situation est similaire en Sibérie. Or, la demande de main-d'œuvre est importante dans ces régions d'extraction, rendant inéluctable une forte immigration en provenance de pays situés au sud de la Russie.

TABEAU 1. ATTRACTIVITÉ INTÉRIEURE DES DIVERSES GRANDES RÉGIONS DE RUSSIE (NOMBRE D'ARRIVÉES EN PROVENANCE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE RAPPORTÉ AU NOMBRE DE DÉPARTS VERS LA FÉDÉRATION DE RUSSIE)

District fédéral	Attractivité
Centre	1,96
Nord-Ouest	1,27
Sud	1,14
Caucase du Nord	0,52
Volga	0,69
Oural	0,99
Sibérie	0,65
Extrême-Orient	0,56

N. B. : Les districts fédéraux correspondent à un découpage administratif qui regroupe un ensemble de régions.
Lecture : Le nombre d'immigrants arrivant dans le Centre en provenance d'autres districts fédéraux est près de deux fois (1,96 fois) supérieur au nombre d'émigrants quittant le Centre pour d'autres districts fédéraux de la Fédération de Russie.

L'état de l'immigration en Russie

De fait, l'immigration a augmenté. Pour obtenir un panorama de la situation contemporaine, plusieurs estimations statistiques sont utilisables : le recensement de 2010 fournit le nombre de résidents en Fédération de Russie¹¹ nés à l'étranger. Ils sont près de 12 millions, soit moins de 8 % de la population du pays¹². Parmi eux, cependant, figurent de nombreux rapatriés ou migrants de la période soviétique, ce qui explique qu'ils viennent surtout d'Ukraine (près de 3 millions), du Kazakhstan (près de 2,5 millions), d'Ouzbékistan (un peu plus d'1 million), d'Azerbaïdjan ou de Biélorussie (autour de 700 000). Ils sont aussi près de 500 000 nés au Tadjikistan

11. Un immigrant est pris en compte à partir du moment où il réside un an ou plus dans le pays.

12. À titre comparatif, en France, en 2008, 7 millions de résidents sont nés à l'étranger, soit environ 11 % de la population.

et au Kirghizstan. Si on compare ce recensement à celui de 2002, on obtient une bonne image des changements. D'un côté, le nombre de personnes nées en Ukraine ou en Biélorussie a baissé de près de 20 %, conséquence d'une interruption des flux de retour, diminution importante due au vieillissement et à la mortalité de ces cohortes de personnes qui ne sont pas renouvelées par de nouvelles immigrations. De l'autre, le nombre de personnes originaires d'Asie centrale (Tadjikistan, Ouzbékistan et Kirghizstan, États pourvoyeurs les plus importants d'une main-d'œuvre non qualifiée et bon marché), a augmenté d'environ 20 %, expression typique d'une situation de migration postcoloniale.

Outre les migrations en provenance de ces anciennes composantes de l'URSS, les migrations chinoises sont celles qui font l'objet des plus grands fantasmes, mais aussi de recherches sociologiques et démographiques. Les chiffres les plus fantaisistes ont circulé. Pour finir, le faible nombre d'individus recensés originaires de Chine (moins de 55 000), malgré toutes les craintes exprimées, s'explique peut-être par un sous-enregistrement dû à une migration en partie clandestine, mais surtout par le fait que les migrations chinoises sont principalement des migrations alternantes, de proximité, de commerce, ne conduisant pas à une installation permanente. Ainsi, selon les statistiques officielles, en 2011, 33 % des Chinois ayant un permis de travail en Russie travaillent dans le commerce ; cependant, ils sont tout de même 31 % à être employés dans la construction et 18 % dans l'agriculture. D'autres statistiques, toutefois, celles du nombre de Chinois disposant d'un permis de travail, offrent une image un peu différente. En 2005, par exemple, ils auraient été un peu plus de 16 000 et, en 2008, ils auraient atteint un maximum de 282 000, puis 270 000 en 2009. La Chine est désormais le premier pays pourvoyeur de main-d'œuvre, hors anciennes Républiques soviétiques. Longtemps les plus nombreux, les Vietnamiens étaient 97 000 en 2009 et les Nord-Coréens 38 000¹³ à disposer d'un tel permis.

Il importe, en outre, de revenir sur une statistique présentée dans la première partie de cet article. L'estimation du solde migratoire annuel est fondée sur une estimation calculée, soit sur les entrées et les sorties indiquées par les statistiques des passages aux frontières, soit à partir des populations recensées. Il s'agit alors de l'estimation précédente corrigée : une fois la croissance naturelle prise en compte, le solde migratoire est obtenu par différence entre croissance totale et croissance

13. Zhanna Zaionchkovskaya, « Chinese Migration in Russia », in Igor Ivanov (*ed.*), *op. cit.*, pp. 93-106.

naturelle, estimée à partir des populations aux divers recensements. Entre 1990 et 2011, les statistiques migratoires fixent ce solde à environ 5,3 millions – et donc la contribution de l’immigration à l’évolution de la population –, alors que le solde estimé à partir du recensement est proche de 8,3 millions de personnes¹⁴.

Réorienter la démographie

Les migrations sont déterminantes dans l’évolution de la population en Russie, d’autant que les besoins en main-d’œuvre sont importants. Elles le sont globalement, mais plus encore, peut-être, face aux transformations du territoire, beaucoup moins parcouru, aujourd’hui, par les populations citoyennes de la Fédération.

La migration est, de toute évidence, la composante essentielle qui atténue les effets certains d’une croissance naturelle négative, quelles que soient les prévisions démographiques. Pour arriver à une population qui ne soit pas décroissante à l’horizon 2030, l’organisme statistique officiel de la Fédération de Russie, Rosstat, émet l’hypothèse d’un solde migratoire annuel d’environ 500 000 personnes, soit près de 8 millions d’immigrés qui s’installeraient durablement en Russie d’ici à 2030. Aujourd’hui, ce solde est estimé à environ 300 000 personnes et n’a que très rarement atteint les 500 000, à l’exception d’une courte période autour de l’année 1995.

La démographie est faite d’un mélange d’inertie et de changement : le politique, quoi qu’il en soit, ne peut changer le passé. Or, toute politique démographique qui souhaiterait, en Russie, renouer avec une croissance de population se heurtera, inéluctablement, aux conséquences de la structure par âges de la population. Aujourd’hui, les femmes ayant entre 25 et 35 ans sont relativement nombreuses par rapport aux générations encadrantes, mais celles ayant moins de 20 ans sont près de deux fois moindres : en 2010, 4,6 millions de femmes et un nombre analogue d’hommes avaient entre 20 et 24 ans ou entre 25 et 29 ans ; moins de la moitié avaient entre 10 et 14 ans. Quelle que soit la politique démographique, ces rapports ne changeront guère avec le temps. Ni une politique à caractère nataliste, telle qu’elle est aujourd’hui menée, ni une politique démographique, qui se fait toujours attendre et qui prendrait vraiment en charge la lutte contre une mortalité bien trop élevée, n’inverseront vraiment les tendances.

14. Si les statistiques obtenues à partir de l’enregistrement sont manifestement sous-estimées, celles produites à partir des recensements de 1989, 2002 et 2010 ne doivent pas, pour autant, être considérées comme rigoureusement exactes. De très nombreux problèmes ont été soulignés à de multiples reprises, et ces deux recensements, en particulier celui de 2010, ont probablement surestimé la population.